

Depuis le début de la crise capitaliste mondiale, l'État espagnol s'est placé dans l'œil du cyclone en tant que l'un des maillons les plus faibles de la chaîne. Après la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 et l'entrée dans la « Grande Récession », le « miracle espagnol » connaît le début de sa fin. *The Economist* représentait récemment l'image du capitalisme espagnol comme un taureau aux pattes cassées. Le *Financial Times* faisait allusion à la situation espagnole avec la phrase « *The party is over* ».... Ainsi, des années de croissance économique, grâce au financement à bas prix d'un grand essor immobilier, s'achevaient de façon abrupte. Une nouvelle phase commençait où, entre autres, le chômage, les expulsions de logements et la fermeture d'usines touchaient les salariés et les secteurs populaires. Trois ans après la faillite de Lehman Brothers, le chômage en Espagne atteint 22 %, avec cinq millions de chômeurs selon le Sondage de la population active du troisième trimestre de 2011. Cent cinquante familles grossissent chaque jour le chiffre des plus de 300 000 familles expulsées et dont la majeure part, en plus de perdre leur logement, se sont endettées auprès des banques.

La chute brutale des recettes de l'État, en sus des aides publiques aux banques et aux patrons, ont fait monter le déficit à 11,2 % en 2009 et à 9,2% en 2010. Personne ne croit maintenant aux prévisions du gouvernement qui prétend maintenir le déficit à 6 % en 2011. Au-delà de ces chiffres, les problèmes de financement de l'État se sont aggravés en même temps qu'a émergé la crise de la dette grecque, italienne, portugaise, irlandaise... tout comme la française et la belge... C'est-à-dire, celle de douze des dix-sept pays qui composent la zone euro. Le gouvernement de Zapatero a commencé une attaque sans précédent depuis la dictature contre les nombreuses conquêtes des salariés et les services publics. Le gouvernement de Mariano Rajoy promet d'aller encore plus loin dans ces réformes en 2012 et les années suivantes ; autant qu'en demandent les marchés, la triade (FMI, BCE et UE), l'Allemagne et la France et la bourgeoisie. Malgré tout cela, la possibilité d'une banqueroute augmente avec la confirmation des tendances au retour de la récession et l'aggravation de la crise de la dette souveraine de la zone euro.

Dans ce contexte redoutable, le régime politique espagnol a devant lui une dure épreuve pour se maintenir en vie. Cette attaque considérable contre les salariés et les secteurs populaires arrive en même temps qu'augmente la crise de la principale conquête de la bourgeoisie européenne de ces dernières années - l'euro et la même UE - et les tensions entre les branches régionales de la bourgeoisie espagnole. En même temps, la paix sociale dont le gouvernement de Zapatero a pu jouir dans les premiers temps de la crise s'est brisée avec l'irruption du mouvement des indignés, premières brèches par en bas dans le régime héritier du franquisme.

La bureaucratie syndicale tente de maintenir la paix sociale jusqu'au bout

Parmi les principaux responsables de la redoutable paix sociale antérieure au mouvement du 15 Mai (15M), il y a les dirigeants bureaucratiques des deux grandes confédérations syndicales, la CCOO et l'UGT¹, qui se sont tenus, depuis le début de la crise, à une position de loyauté et de collaboration avec le gouvernement du PSOE². Or les rachats, les avals et les prêts pour sauver le système financier espagnol, adoptés depuis la chute de Lehman Brothers, sont d'une valeur de 150 milliards. Ils ont été explicitement soutenus, tandis que le chômage augmentait considérablement, avec presque un nouveau million de chômeurs au premier trimestre de 2009. La plupart de ceux qui perdaient leur emploi étaient au début des intérimaires et des précaires, particulièrement des jeunes et des étrangers, c'est-à-dire les secteurs salariés que la bureaucratie syndicale défend le moins. Pour couronner

le tout, ces dirigeants ont signé des accords avec le patronat pour maintenir les augmentations salariales inférieures à l'indice de l'inflation. Lors de chaque lutte pour éviter une fermeture ou un ERE³, ils « géraient » la réponse ouvrière afin de l'user, et surtout, de pouvoir imposer des issues anti-ouvrières, telles que se contenter d'indemnités de licenciement ou de baisses salariales. Ces dirigeants syndicaux ont eu alors une grande responsabilité dans le fait que le patronat espagnol a pu « se débarrasser » de trois millions de salariés sans avoir à faire face à des luttes majeures.

Suite au virage de José-Luis Rodriguez Zapatero en mai 2010, au milieu de la première grande crise de la dette hellène, ces bureaucrates syndicaux ont vu la nécessité de donner suite au malaise des travailleurs, afin d'éviter leur perte de pouvoir en tant que direction du mouvement ouvrier. Qui plus est, à ce moment-là, les attaques commençaient déjà à toucher l'industrie et les secteurs salariés établis. Ils ont ainsi appelé, mais sans une organisation militante préalable des secteurs salariés, à la grève du secteur public contre la baisse des salaires de 5 % le 8 juin, et le 29 septembre 2010, à une grève générale de vingt-quatre heures contre la réforme du travail, qui, entre autres, facilitait davantage les licenciements et abaissait le coût des indemnités. Cette dernière journée, et malgré la pauvre préparation impulsée par la bureaucratie syndicale, a été un succès au sein des principaux secteurs de l'économie. L'industrie, les transports et les grands services publics ont tous adhéré à la grève et les manifestations ont été massives avec une participation considérable de la jeunesse salariée et étudiante. Pourtant, la politique de la bureaucratie syndicale a consisté à quitter immédiatement les rues, elle n'a plus appelé à la mobilisation et a fini par signer, en janvier 2011, la réduction des allocations qui prolongeait l'âge de la retraite à 67 ans.

Cette criminelle paix sociale, l'un des actifs principaux de Zapatero et du régime politique lui-même, n'a pourtant pas duré éternellement. Les exemples de la jeunesse grecque, du mouvement étudiant français et italien, mais surtout de l'irruption des peuples des pays arabes, connue sous le nom de « printemps arabe », allaient avoir une influence considérable sur leurs semblables dans l'État espagnol. Contre les souhaits du gouvernement, du patronat et de la bureaucratie syndicale, la situation a basculé de façon radicale depuis mai 2011.

L'apparition du mouvement des « indignés » a représenté un véritable problème pour la politique de la bureaucratie syndicale. Le rejet et le manque de confiance en ces dirigeants se sont répandus considérablement parmi la jeunesse et les secteurs salariés, alors que pour l'instant aucune alternative de lutte n'est encore apparue dans les centres de travail qui leur disputent la direction qu'ils continuent à exercer au sein du mouvement ouvrier. Leur position de « ne pas lutter » n'a pas non plus changé significativement.

Même face au consensus du gouvernement et de l'opposition en faveur du « grand décret constitutionnel » -pour assurer le paiement de la dette « à n'importe quel prix » et le pari d'un déficit à zéro⁴, ils n'ont pas pu déclencher des mobilisations sérieuses. Négocié par le PP⁵ et le PSOE, ce décret a mis encore plus à nu le caractère de cette démocratie pour les riches contre laquelle des milliers de jeunes et de salariés se mobilisaient depuis le 15M.

La première réforme de la réactionnaire Constitution de 1978 a eu lieu dans une situation dégradée. En plein été, les membres du gouvernement et de l'opposition ont arrêté leurs vacances pour se réunir en session parlementaire pendant le mois d'août. Cela pour faire passer la réforme sans le moindre débat et contrôle possible, même de leurs propres institutions. Les syndicats majoritaires ont alors convoqué quelques manifestations « citoyennes », mais ne se sont pas investis dans les lieux de travail, où il n'y a même pas

Les « indignés » ouvrent par en bas les premières brèches dans le régime héritier du franquisme

<https://www.contretemps.eu> redaction

eu une seule assemblée générale. La dernière réforme salariale impulsée par Zapatero, qui touche particulièrement les jeunes et les chômeurs, a attiré encore moins l'attention de ces dirigeants. Ils se sont contentés d'une conférence de presse pour indiquer qu'ils n'étaient pas d'accord.

L'irruption des indignés ouvre par le bas les premières brèches dans le régime

Le « printemps » de l'État espagnol a mis en lumière avant tout l'irruption de toute une génération qui se voit de plus en plus marginalisée et éloignée du régime né après la dictature de Franco. La jeunesse a été précisément le principal secteur protagoniste dudit « Mai espagnol ». Celle-ci doit faire face à une situation dramatique, un manque de perspectives avec un taux de chômage officiel de 45 %, un élitisme croissant dans l'accès à l'éducation, des salaires misérables, la précarité au travail, etc. En bref, l'avenir des jeunes étudiants et salariés se limite au chômage et au travail précaire.

Inspirés par les processus révolutionnaires du monde arabe, adoptant des méthodes de lutte comme la prise des rues et s'appuyant sur les réseaux sociaux, des milliers de jeunes ont mené une lutte qui a représenté un point d'inflexion par rapport à la faible réponse donnée aux conséquences de la crise et aux attaques du gouvernement. De nombreux secteurs de la classe moyenne paupérisée et des salariés ont sympathisé avec le mouvement et ont même participé aux campements et aux assemblées. Mais ils le font surtout en tant que des « citoyens », c'est-à-dire sans déployer leur propre stratégie de lutte – comme la grève – ni leurs organisations – les syndicats et les comités d'entreprise. De fait, les directions syndicales de la CCOO et de l'UGT ont pris la mesure de la protestation et ont tout fait pour maintenir les secteurs salariés à l'écart des secteurs combattifs de la jeunesse. Cela montre que la convergence des luttes des jeunes et du salariat pourrait aboutir à un mouvement d'une puissance énorme.

Le régime héritier du franquisme, imposé dans la Transition démocratique par l'accord déloyal des directions stalinistes et réformistes du mouvement ouvrier (PCE et CCOO ; PSOE et UGT), se voit pour la première fois frappé par en dessous. Cela rejoint la crise au sein même du régime à cause des divergences entre les diverses branches de la bourgeoisie, dans un climat de « naufrage national » suite au recul du capitalisme espagnol dans l'ordre mondial des nations. Elles sont toutes d'accord pour faire payer la crise aux salariés et au peuple, mais le conflit se fait jour au moment de discuter de la répartition des réductions parmi les différents secteurs et territoires. Ainsi, les désaccords autour du modèle territorial ou du financement des communautés autonomes divisent la bourgeoisie centrale et la périphérique. La montée des demandes de la bourgeoisie catalane (accord économique), la montée électorale des indépendantistes basques d'AMAIUR, la crise fiscale démesurée de nombreuses mairies, le débat sur la répartition des réductions parmi les communautés, la « gestion » de la fin de l'ETA et les secteurs « ultras » de la droite qui interviennent contre toute mesure pénale, tous ces facteurs ouvrent davantage de brèches par en dessous dans le régime héritier de Franco. Elles promettent de continuer à s'ouvrir au fur et à mesure que ceux d'en bas pénètrent sur scène.

Le 15M exprime le rejet de cette « démocratie » qui applique, soumise, les recettes du patronat, des banques, de l'UE ou du FMI, qui n'hésite pas à mettre sur la table des milliards d'euros pour sauver les banques et les grandes entreprises et qui impose les plus graves régressions sociales depuis le franquisme. Tout cela pouvait s'entendre dans le slogan chanté lors des rassemblements : « *Mais non, mais non, ils ne nous représentent*

Un rejet croissant des partis du régime

Le début de la rupture avec les deux grands partis du patronat et du régime – particulièrement avec leur branche à gauche, le PSOE –, exprimée par la révolte des jeunes, remet en question une fausse démocratie au service du patronat et des banques. Ceci peut représenter un danger pour les institutions de base, comme la monarchie, et aussi pour le bipartisme, la corruption et même pour la Constitution de 1978, incapable de donner suite aux nombreuses demandes démocratiques qui sont en train d'être formulées. Le chômage, les problèmes de logement et de services publics, entre autres, constituent également des éléments importants d'indignation sociale. Ces jeunes exigent une remise en question du système d'exploitation capitaliste et apportent au débat leurs revendications diverses, comme la réduction du temps de travail sans réduction salariale, l'expropriation des logements, la nationalisation des banques, etc. Et tout cela se fait dans le cadre d'une énorme crise économique qui ne laisse aucune marge de concession. De plus, les médiations politiques – particulièrement le PSOE – et syndicales – la bureaucratie syndicale intimement liée à celui-ci – se voient progressivement discréditées. Ces courants à gauche sont le fait d'une avant-garde nombreuse, mais il est possible et même nécessaire qu'ils atteignent, tôt ou tard, des secteurs salariés plus larges et l'ensemble du peuple.

Le PSOE, à l'aide de son candidat aux élections présidentielles, Alfredo Pérez Rubalcaba, est revenu à un discours coloré d'idées « social-démocrates » afin de tenter de redresser l'image du parti. Comme les élections sont perdues d'avance, il cherche plutôt à récupérer l'électorat de gauche et surtout sa capacité historique d'agir comme médiation ou déviation électorale face aux mobilisations susceptibles d'être générées par le gouvernement du PP. Avec un discours démagogique de critique des banques, des riches ou du rythme imposé par l'UE aux ajustements, il a déjà joué toutes ses cartes. Pour cela, il a compté avec la collaboration inestimable des dirigeants de la CCOO et de l'UGT, qui ont également fait campagne pour le redressement de l'image du PSOE.

À son tour, le PP exprime à droite le mécontentement de millions d'Espagnols vis-à-vis de la politique de Zapatero. Ce parti arrive à convaincre les différents secteurs de la classe moyenne, voire même quelques secteurs populaires désespérés, par le discours qu'avec la politique néolibérale « Tout reviendra comme avant ». Pour contrecarrer cette utopie réactionnaire, il faut insister sur le fait que la crise du capitalisme espagnol est structurelle et son déclin inévitable et que les Trente glorieuses depuis la Transition sont définitivement terminées.

Quant aux partis de la bourgeoisie basque et catalane, ils ne suscitent eux non plus ni confiance ni enthousiasme. Ils sont depuis toujours les complices de tout gouvernement qui attaque les salariés et l'avant-garde de toute réduction salariale possible, comme on peut le voir actuellement en Catalogne où la CiU⁶ est à la tête du démantèlement de la santé publique avec son plan de réductions. En même temps, ses troupes « progressistes » tentent de récupérer des votes à l'aide d'un discours de gauche nationaliste, mais le travail mené conjointement avec le PSOE par l'ERC, la CHA et le BNG⁷, ces dernières années, les dénonce. Il en va de même pour la « gauche » parlementaire, l'IU⁸ et l'Equo – les « éco-socialistes » qui constituaient la droite de l'IU. Ces partis sont tous des composantes de la branche gauche d'un régime qu'ils ont eux-mêmes aidé à fonder – comme c'est le cas pour

Des places à l'action et aux centres de travail

L'éveil de la jeunesse, impulsé par le mouvement des indignés, est en train d'influencer de nombreux autres secteurs sociaux. Par exemple, après les campements sur les places, le mouvement s'est dispersé dans les quartiers, ce qui a permis de faire apparaître des centaines d'activistes que l'on peut compter en ce moment comme renfort pour le mouvement contre les expulsions de logement. Cela a permis que de nombreuses familles puissent garder leur maison pendant ces derniers mois, face aux tentatives des banques et des spéculateurs de les mettre à la rue et malgré des dettes s'élevant à des milliers d'euros sur leurs épaules. Ce mouvement de résistance est actuellement en train d'organiser l'offensive, par le biais des occupations organisées d'immeubles vides. La première action de ce type a eu lieu à Barcelone quand, après une manifestation, un groupe a occupé un immeuble de douze étages dans le quartier ouvrier de Nou Barris, propriété de Caja Mar. Vu le nombre de familles sans logis, de logements vides, et la croissance des dettes hypothécaires, ce mouvement promet de s'accroître dans les mois à venir.

En même temps, le changement de climat social permet à certains secteurs salariés de reprendre des forces pour faire face aux attaques du gouvernement et du patronat. Le premier et le plus important de ces mouvements a été celui des salariés de la santé de Catalogne. Après une présence massive dans la rue avant le 15M, la bureaucratie syndicale du secteur choisit de commencer à démobiliser et d'entamer les négociations de réduction des salaires et de licenciements dans chaque hôpital et centre de santé, de manière isolée. Or la convergence de certains secteurs du 15M avec des groupes de salariés de la santé a empêché la pacification totale du secteur et malgré les négociations de licenciements et de réductions, leur force de lutte reste constante. Les nouvelles réductions annoncées pour la fin d'année (baisse de 50 % sur le treizième mois) ont éveillé une forte indignation envers la bureaucratie syndicale et les négociations, exprimée par l'irruption des délégués lors des deux dernières réunions de négociations, obtenant leur suspension temporelle. Cette révolte par le bas a forcé la bureaucratie syndicale à convoquer les premières journées de grève pour le mois de novembre.

Dans le secteur éducatif, la riposte est également importante. À Galice, Castilla La Mancha et surtout à Madrid, des assemblées massives d'enseignants ont déjà fixé des dates de grève et des manifestations contre les réductions salariales. De la présidente de la Communauté de Madrid jusqu'aux syndicats les plus coopératifs avec le gouvernement, comme le CSIF ou l'ANP, il se sont tous plaint de l'influence que les indignés exercent sur la radicalisation des enseignants contre le licenciement de milliers de fonctionnaires.

Le changement du climat social se reflète également dans le mouvement étudiant. L'année 2010-2011 a débuté par de nombreuses assemblées dans des universités et des premières journées de grève, comme celle du 17 novembre. Les établissements secondaires ont déjà été le lieu de nombreuses journées de grève, de blocages de lycées et d'actions menées en commun par les élèves et les enseignants. Une dynamique d'organisation et de mobilisation reprend peu à peu et promet que la lutte des étudiants universitaires et secondaires sera à nouveau sur la scène sociale.

Le 15M est en train de devenir un mouvement considérablement plus puissant que les seules occupations des places. On voit déjà pendant l'automne les conflits s'accroître sur

trois axes de lutte : le logement, la santé et l'éducation. Cela a été visible lors des manifestations du 15 octobre du fait de la présence massive des trois grands cortèges des expulsés et des salariés de la santé et de l'éducation. Afin que la lutte puisse s'accroître et qu'elle devienne un front puissant contre les plans des gouvernements central et autonomes, il est indispensable d'établir la convergence de l'ensemble du mouvement ouvrier, de vaincre la politique des actuelles directions bureaucratiques des syndicats et d'imposer un plan de lutte et la grève générale jusqu'à l'arrêt des réductions salariales.

C'est dans cette perspective qu'avec les camarades de Clase contra Clase, avec d'autres activistes, nous nous sommes battus au sein du 15M. Nous avons pris part à la création des commissions des salariés indignés et du mouvement ouvrier à Barcelone et à Zaragoza. À partir de ces commissions, nous avons organisé des expéditions vers des entreprises, articulant la solidarité avec les conflits pour licenciements, comme ceux qui ont eu lieu dans les entreprises Alstom, Derby, Yamaha ou Sharp à Barcelone et participant aux piquets et aux protestations auprès des salariés. Nous avons soutenu également les salariés de la santé de la capitale catalane menacés par la fermeture d'hôpitaux comme le Dos de Maig, ou par des licenciements, comme dans Belvitge ou Val d'Hebron. De même, trois rencontres des salariés et des entreprises en lutte ont été organisées afin de débattre des mesures de solidarité et de coordination et d'organiser des campagnes pour la grève générale et d'autres actions. À Saragosse ce secteur du 15M a joué un rôle essentiel lors de l'organisation de la solidarité et du soutien dans le cadre des principaux conflits ouvriers de la ville, comme celui des chauffeurs d'autobus pour leur convention collective, ou, plus récemment, celui des jardiniers de la mairie en grève illimitée contre le licenciement de plusieurs de leurs délégués.

Pour un programme ouvertement contre le régime et le capitalisme

Le mouvement des « indignés » a de profondes racines structurelles, il est en train d'étaler au grand jour le mécontentement des milliers de jeunes et de travailleurs touchés par la crise et des années de précarité. Toute une génération qui s'est vue exclue du régime de 1978, condamnée au chômage de masse ou à l'ultra-précarité au travail. De plus, une bonne partie de travailleurs vétérans, migrants, et d'autres secteurs populaires viennent grossir les rangs de ce mouvement inexorablement : cela permet à la mobilisation de continuer à se répandre en enregistrant des avancées qualitatives. Le contexte international et la situation de l'État, que nous avons signalés précédemment, montrent qu'il n'y a aucune chance pour que « les eaux reprennent leur cours », comme le souhaitent le PSOE et le PP, tout comme les autres partis du régime.

Le régime va essayer d'en finir avec la contestation sociale par tous les moyens possibles ; il sera alors nécessaire de préparer une réponse tranchante, en premier lieu, contre sa politique répressive et de criminalisation des mouvements. Car, au-delà de la répression physique lors de certaines protestations et campements, se rajoutent une série de demandes d'identification des activistes et d'amendes et, c'est ce qui est plus grave encore, l'ouverture de procédures judiciaires contre de nombreux activistes. Le cas le plus grave a été la mise en accusation de vingt camarades à l'Audience nationale (l'ancien Tribunal d'ordre public de la dictature) pour les protestations face au Parlement de Catalogne le 15 juin. Il sera alors nécessaire que débute un grand mouvement démocratique auquel viendraient s'ajouter toutes les organisations sociales et politiques de gauche engagées dans la lutte, les organisations ouvrières, en commençant par les syndicats combattifs, les organisations de droit de l'homme, des personnalités de la culture,

des intellectuels, etc. Un mouvement qui combatte le discours contre les « casseurs » fomenté par les médias de masse et qui dénonce les véritables violences de ce système : celle de la police, et celle dont nous sommes tous victimes du fait du chômage, des expulsions de logement, de la précarité, etc. Un mouvement qui soit aussi une arme pour obtenir la liberté et l'acquittement de tous les emprisonnés et pour faire reculer les politiques de persécution et de renfort de l'appareil répressif (unités spéciales contre les « anti-système », emploi des gaz, des canons à eau ou de la cavalerie), annoncées par les différents gouvernements.

Il est nécessaire également que le mouvement s'équipe d'un programme qui vise à résoudre les principales demandes démocratiques et sociales qui sont son moteur. C'est la seule voie pour combattre en plus tous les « chants de sirène » qui sous forme de « réforme politique » ou d'autres mesures vont être lancés par le PSOE, l'IU, l'Equo ou les autres formations de « gauche » du régime. On ne peut pas parler de lutter pour une « démocratie réelle » sans chercher à résoudre les problèmes démocratiques les plus structurels du régime de 1978 : la monarchie et ses institutions, le droit à l'autodétermination des nationalités qui intègrent l'État espagnol, l'impunité de policiers, de juges, de politiciens et d'hommes d'affaires qui ont fait partie de la dictature, les subventions à l'Église et son contrôle de la moitié de l'éducation, la loi des partis, l'expropriation des terres aux mains des grands propriétaires terriens, dont de nombreux aristocrates et, bien sûr, on ne peut pas construire une démocratie avec cinq millions des « citoyens de seconde main » : les migrants. « Des papiers pour tous », la fin des lois relatives au statut des étrangers, des CIEs⁹ et de la persécution policière quotidienne doivent fondamentalement faire partie de nos revendications. Mais il faut également tenir compte qu'un peuple qui opprime un autre peuple ne pourra jamais être libre. En effet, la lutte pour une « démocratie réelle » exige de lutter contre l'impérialisme espagnol et ses multinationales, pour le retrait des troupes de l'étranger, pour la restitution des enclaves coloniales de Ceuta et de Melilla, pour la fin du soutien aux régimes réactionnaires comme ceux du monde arabe, pour la restitution des possessions des entreprises multinationales espagnoles spoliatrices aux différents pays où elles agissent, etc. Si l'indignation qui nous a fait sortir dans les rues trouve ses racines profondes dans la vague d'attaques, de chômage et de manque de perspectives d'avenir, le mouvement 15M doit également trouver des solutions à tous ces problèmes, il doit les résoudre en s'attaquant aux bénéficiaires et aux intérêts de ceux qui n'ont pas mis les pieds dans les places : les banquiers et les patrons. La redistribution des heures de travail sans réduction salariale, la nationalisation sous contrôle des salariés des usines qui ferment ou licencient, l'expropriation des logements des spéculateurs, la nationalisation des banques et, enfin, l'interdiction des expulsions, sont quelques-unes des mesures urgentes à imposer.

Pour les imposer, nous devons continuer à développer l'organisation et la mobilisation. Il est nécessaire que la convergence des places et des quartiers, de tous les activistes nés du 15M, se fasse avec les salariés dans les entreprises, d'où la nécessité d'« emmener l'indignation aux lieux de travail ». Le travail effectué par certaines commissions du mouvement, que nous avons mentionné plus haut, est un exemple précieux de ce qu'il faudrait répandre et généraliser : des expéditions dans des entreprises et dans des zones industrielles, la solidarité avec les conflits ouvriers, l'organisation de rencontres avec des salariés en lutte pour discuter de possibles coordinations, etc. C'est seulement ainsi que le 15M peut générer des questionnements face à la politique de la bureaucratie syndicale et imposer par le bas la fin de la paix sociale, grâce à une stratégie de lutte et de grève générale. Dans ce sens, l'implication de la gauche syndicale et des secteurs combatifs du CCOO et de l'UGT est nécessaire et urgente pour que ce travail avance significativement.

Si le mouvement atteint une force significative, on pourrait nous proposer de choisir entre le plan des réductions ou la banqueroute de l'État, c'est-à-dire, si l'on préfère, entre perdre les jambes ou les bras. Des secteurs du mouvement sont en train de proposer un référendum – la réforme superficielle maximale que l'on peut envisager. Mais le régime peut également tenter d'employer cette mesure précisément pour rendre légitime ses attaques historiques. C'est exactement ce qu'a tenté de faire Papandréou sans grand succès avec son message « les ajustements ou l'apocalypse ». Mais nous ne pouvons pas accepter ce piège, nous ne voulons pas opter entre deux papiers qui sont tous les deux un arrêt de mort pour nos conditions de vie et de travail. Nous devons nous battre pour reprendre l'avenir en main, pour diriger et organiser nous-mêmes la sortie de cette crise. Contre les propositions trompeuses que le régime va essayer de nous vendre, nous devons opposer la lutte afin d'imposer une Assemblée constituante révolutionnaire, où, avec les représentants des salariés, la jeunesse, les migrants et l'ensemble des secteurs populaires, nous puissions débattre tous ensemble des grands problèmes qui nous touchent, détruire le régime bipartite et corrompu de la Constitution de 1978 et résoudre les grands problèmes démocratiques structurels.

Cette Assemblée ne sera pas convoquée par ce régime ni par aucun de ses partis, il nous faudra mener un combat révolutionnaire. Pour disputer le pouvoir aux patrons, aux banquiers et à leurs hommes politiques, il ne suffira pas de luttes « symboliques » ou « de témoignage », comme celles auxquelles nous a habitué la bureaucratie syndicale. L'appel à la grève générale peut – et cela a d'ailleurs été le cas à de nombreuses occasions, la dernière étant celle de la mobilisation du 29 septembre – être assumé par la bureaucratie syndicale pour tenter de faire baisser la pression sociale. Possiblement avec le gouvernement du PP, cette dernière va tenter de se reprendre pour récupérer son prestige et faire face aux politiques antisyndicales que la droite veut imposer. Les attaques historiques qui se présentent nous obligent à nous battre pour transformer ces luttes en de véritables combats pour en finir avec le régime de 1978 et son gouvernement. Il s'agit pour nous de lutter pour une grève générale politique, qui ouvre le chemin pour imposer sur les ruines du capitalisme un gouvernement des travailleurs et du peuple, une République ouvrière.

Se battre pour cette stratégie au sein de tous les secteurs salariés, étudiants et populaires, chercher à ce que celle-ci soit assumée par les meilleurs activistes du 15M, du mouvement ouvrier et étudiant est l'intention des camarades de Clase contra clase. Les luttes qui arrivent vont avoir besoin de milliers de militants qui combattent consciemment pour que leurs combativité et héroïsme ne soient pas noyés sous la répression, ou dans la tromperie ou la déviation, pour éviter de « perdre une autre guerre civile » ou d'« avaler une nouvelle Transition ». En ce sens, nous nous battons pour construire un parti révolutionnaire des salariés, qui fasse le lien entre le millier de gens qui se préparent consciemment pour que le XXI^e siècle soit le tombeau de ce système d'exploitation et d'oppression. Un parti qui devra naître forcément des processus de fusion entre des groupes révolutionnaires – comme le nôtre –, des factions d'autres groupes et des secteurs indépendants de militants qui par une expérience en commun arrivent aux mêmes conclusions révolutionnaires.

références

- ↑1 La Confederación sindical de comisiones obreras (« Confédération syndicale de commissions ouvrières »), née en 1960 et liée dans ses origines au Parti Communiste espagnol et l'Unión general de trabajadores (« Union générale de travailleurs »), fondée en 1888 et liée au PSOE (note du traducteur).
- ↑2 Partido Socialista Obrero Español (« Parti socialiste ouvrier espagnol »), fondé clandestinement en 1879. Il gouverne l'Espagne de 1982 à 1996 et à nouveau de 2004 à 2008 et de 2008 à 2011. Membre du Parti socialiste européen et de l'Internationale socialiste (NdT).
- ↑3 Les Plans de Régulation de l'Emploi (*Expediente de Regulacion de empleo - ERE*) sont des plans d'ajustement structurels mis en place par la législation espagnole, par lesquels une entreprise en crise a l'autorisation de suspendre des contrats ou de licencier des salariés. Dans le cadre de ces plans sont alors envisagés le chômage partiel, des préretraites, des départs volontaires ou des suspensions temporaires du contrat de travail (NdT).
- ↑4 Il s'agit de l'inscription dans la Constitution espagnole d'une « règle d'or » de stabilité budgétaire comme l'avaient proposé la France et l'Allemagne aux dix-sept pays membres de l'Eurogroupe le 16 août 2011. Le texte a été adopté dans le cadre d'une procédure d'urgence le 7 septembre 2011 par le Sénat espagnol (NdT).
- ↑5 Le Partido Popular (« Parti populaire »), fondé en 1989, est l'un des grands partis politiques espagnols. Avec une idéologie de droite libérale, il définit sa politique dans ses statuts comme de « centre réformiste ». Suite aux élections générales anticipées du 20 novembre 2011 que le PP remporte avec un score de 44,6 % des votes, son candidat Mariano Rajoy devient président du gouvernement (NdT).
- ↑6 Convergència i Unió (« Convergence et Union ») est une coalition permanente de deux partis politiques catalans de centre-droite : la Convergence Démocratique de Catalogne (CDC) et l'Union démocratique de Catalogne (UDC). La CiU s'est présentée aux élections à partir la fin des années 1970 et a gouverné la *Generalitat de Catalogne* (organisation politique de la communauté autonome de Catalogne) de 1980 à 2003 et la gouverne à nouveau depuis 2010 (NdT).
- ↑7 L'Esquerra Republicana de Catalunya - ERC (« Gauche républicaine de Catalogne »), fondée en 1931, l'Union aragonesa - CHA, fondée en 1989 et le Bloque Nacionalista Gallego - BNG (« Bloc nationaliste galicien »), fondé en 1960, sont des partis politiques nationalistes et socialistes qui défendent l'instauration des républiques indépendantes dans les régions qu'ils représentent (NdT).
- ↑8 Izquierda Unida, coalition de gauche qui comprend notamment le Parti Communiste espagnol (note de la rédaction).
- ↑9 Centro de internamiento para extranjeros (« Centres de rétention pour sans-papiers ») (NdT).